

Dans la rue, dans les urnes

samedi 17 février 2007, par [BESANCENOT Olivier](#) (Date de rédaction antérieure : 15 février 2007).

Nicolas Sarkozy peut bien visiter des usines, citer Jaurès et Blum et dép-loyer beaucoup d'efforts pour se faire passer pour l'ami des travailleurs, il aura du mal à masquer qu'il est surtout le candidat plébiscité par le Medef. Et dès qu'il se lâche, comme il l'a fait sur TF1 en dénonçant ceux qui « *égorgent le mouton dans leur baignoire* », le naturel revient au galop : c'est l'électorat de le Pen qu'il flatte. Mais s'il a pu se présenter comme le candidat du pouvoir d'achat - « *travailler plus pour gagner plus* » -, c'est parce que la candidate socialiste était muette sur les questions sociales.

On attendait donc le discours programme de Ségolène Royal. Elle a été obligée d'égrainer quelques mesures de gauche, comme la loi contre les violences faites aux femmes, les soins gratuits pour les moins de 16 ans, la cons-truction de logements sociaux. Mais la volonté, également affichée, de « *réconcilier les Français avec leurs entreprises* » a de quoi inquiéter. Alors, porter le Smic à 1 500 euros (brut !) « le plus tôt possible » ou augmenter les retraites « les plus faibles » de 5 % (quelques dizaines d'euros !), franchement, le compte n'y est pas ! D'autant qu'elle s'est bien gardée de traiter les sujets qui fâchent : durée de cotisation pour la retraite, réduction du temps de travail, fiscalité, etc.

Alors, battre le Medef et à la droite, oui, bien sûr ! Mais pour cela, il faut autre chose que « l'ordre juste » de Ségolène Royal : des mesures d'urgence sociales et démocratiques, comme celles portées par la LCR dans cette campagne. Et une tout autre répartition des richesses ! La France est la cinquième puissance écono-mique du monde. Les entreprises du CAC 40 affichent, cette année, 80 milliards de profits et leurs patrons ga-gnent jusqu'à 500 fois le Smic ! Alors, pour peu que l'on veuille réellement s'en prendre aux privilégiés, il est tout à fait possible d'augmenter les salaires, de développer la protection sociale et les services publics. Il suffit de faire exactement ce qu'a fait le patronat depuis plus de 30 ans... mais à l'envers.

Entre 1978 et 2003, les rémunérations des salariés ont été multipliées par quatre, les dividendes des actionnaires par seize. Près de 170 milliards d'euros sont passés, chaque année, des poches des salariés à celle des patrons. Avec cet argent, on peut augmenter de 300 euros net tous les salaires et imposer qu'aucun revenu (salaires, minima sociaux, retraites...) ne soit inférieur à 1 500 euros net. Le patronat se plaint du « trop d'État », mais il s'est enrichi, en étant de plus en plus subventionné par l'argent de nos impôts, de moins en moins taxé sur ses profits et exonéré des cotisations sociales. Tous ces cadeaux représentent 65 milliards, soit un peu plus que le budget de l'Éducation nationale ou la totalité des dépenses hospitalières. Il n'y aurait pas de « trou de la Sécu » ou de « déficit des retraites » si les patrons payaient ce qu'ils doivent, si les salaires augmentaient, si le chômage reculait. Une augmentation générale des salaires de 300 euros, c'est 55 milliards dans les caisses des retraites, de l'assurance-maladie ou de l'assurance chômage ! 100 000 chômeurs en moins, c'est 1 milliard d'euros en plus pour la Sécu. Bref, de quoi garantir l'accès aux soins gratuits pour tous et la retraite pleine et entière à 60 ans.

Chaque année, l'État dépense 40 milliards pour rembourser les intérêts de sa dette aux banquiers et plus de 47 milliards d'euros pour le budget de l'armée, qui engraisse les industriels de l'armement. Avec 53 milliards, on peut créer 1 million d'emplois dans les services publics pour répondre aux besoins dans l'Édu-cation, la petite enfance, la santé, ou embaucher dans les transports, l'ins-pection du travail, investir dans les énergies renouvelables. La France est le pays développé

dans lequel la richesse créée par heure travaillée est la plus importante : 19 % de plus que dans les autres pays européens ! Aujourd'hui, cette productivité signifie plus de souffrance, plus d'accidents du travail, plus de maladies professionnelles. Les inégalités sociales se répercutent jusque dans nos espérances de vie : 74 ans pour un ouvrier, 81 ans pour les cadres supérieurs.

Au lieu d'augmenter le chômage et la précarité, on doit travailler, toutes et tous, moins longtemps et moins durement, avec la réduction du temps de travail sans perte de salaire, sans flexibilité, et avec les embauches correspondantes. Pour lutter contre le chômage et la précarité, il faut supprimer la liberté de licencier : interdire les licenciements, qu'ils soient collectifs ou individuels, et mettre la précarité hors la loi, en imposant le contrat stable (CDI) comme seul contrat de travail. Ces propositions sont radicales, mais pas irréalisables ! Elles nécessitent simplement de s'en prendre à la logique du profit, au pouvoir des patrons et des actionnaires, de redistribuer les richesses. C'est le message qu'exprime ma campagne : pour cela, il faudra certes voter, mais surtout lutter ! Pour qu'enfin nos vies passent avant leurs profits.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2193 du 15 février 2007.